

Elections ET MAINTENANT?



Leterme ne peut rien imposer

Les revendications du cartel CD&V et N-VA sont imbuables pour les francophones



■ DEMARET/PN, REYNAERS/PN

Comment ceux-là pourraient-ils s'entendre? Comment concilier des positions diamétralement opposées en matière de réformes institutionnelles? Inimaginable quand on dissèque les programmes du CD & V et de son partenaire nationaliste, la N-VA, puis qu'on les soumet à la réaction du président du FDF, composante francophonissime du MR.

Au plan socio-économique, et Didier Reynders l'a souligné, les positions des libéraux et des sociaux-chrétiens sont certes assez facilement conciliables. Mais l'institutionnel? Comment concilier l'inconciliable? Vous imaginez, vous, Olivier Maingain, président du FDF, assis autour de la table gouvernementale avec Bart De Wever, président de la N-VA? Pas nous en tout cas...

Démonstration en trois étapes. Primo, l'analyse des revendications du CD & V. Secundo, celle des re-

vendications de la N-VA. Tertio, les réactions d'Olivier Maingain, tout auréolé de son carton électoral sur Bruxelles (45.439 voix de préférence à la Chambre,).

1. QUE VEUT LE CD & V?

Le parti d'Yves Leterme veut bien être solidaire avec les gens qui, ailleurs, sont malades, chômeurs ou pensionnés... mais il n'y aura plus de solidarité sans responsabilité. En gros, les Flamands voudront vérifier si l'argent donné a bien été utilisé. Les régions doivent avoir le pouvoir de décision en matière de sécurité et de justice. L'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde DOIT être scindé. À terme, le CD & V veut renforcer la Flandre pour arriver à une plus grande autonomie. Cela vaut pour les soins de santé, la politique familiale, la mobilité (y compris la SNCB), l'emploi, la politique scientifique, la télécommunication, les impôts des personnes et des sociétés.

2. QUE VEUT LA N-VA?

Aux orties la maison royale qui n'existe encore que par la volonté des francophones. Le but ultime est l'indépendance de la Flandre. Toutes les idées séparatistes édictées par le CD & V sont reprises par ce parti nain. En plus dur. Bart De Wever relance l'argument massif et invérifiable des 12 milliards d'euros de transferts par an du Nord vers le Sud. Il répète qu'il n'est pas

question d'agrandir la Région de Bruxelles-Capitale tout en demandant, péle-mêle, la régionalisation de l'aéroport de Zaventem, le permis de conduire à points en Flandre, une sécurité sociale flamande...

3. ET QUE RÉPOND LE FDF?

Fort de son succès de dimanche, son président, Olivier Maingain, rappelle que pour lui... et les autres francophones, l'institutionnel n'est pas prioritaire. "Il faut conserver la cohésion francophone pour refuser ce débat à long terme. Rejeter toute évolution confédérale qui donnerait plus d'autonomie aux Régions, qui menacerait les intérêts des Bruxellois et des habitants de la périphérie. Si on suit les desiderata du cartel flamand en matière de justice, d'emploi ou de soins de santé, il ne peut plus y avoir de cohésion socio-économique dans ce pays." Fait-il une distinction entre les prises de position institutionnelles du CD & V et de la N-VA? "Pour moi, il n'y a guère de différence. Et je vous rappelle que Herman Van Rompuy (un des pontes du CD & V) a dit récemment que, sans la N-VA, cela ne changerait pas grand-chose." Conclusion (provisoire?) du président du FDF: en l'état actuel des choses, Yves Leterme et ses amis politiques ne sont pas en position d'imposer quoi que ce soit en matière de réforme de l'État. Vous avez dit blocage? «

MICHEL DECLERCQ ET PIERRE NIZET

143 jours pour former un gouvernement?

■ A deux reprises, l'accouchement du gouvernement s'est opéré dans la douleur.

>1979. Après les législatives de décembre 1978, il a fallu trois mois et demi pour constituer Martens Ier vite remanié en Martens II (CVP-PSC, SP/PS et FDF). La situation était si tendue entre le nord et le sud du pays que le roi avait dû nommer deux co-médiateurs, Claes et Nothomb.

>1988. Spitaels, Claes et pour finir le "démineur" Dehaene ont passé 147 jours à concocter Martens VIII. "Ce temps a été nécessaire au CVP pour digérer sa lourde défaite et au PS pour faire de même avec sa victoire (43%)", raconte Xavier Mabilde du Crisp. Flamands et francophones se déchiraient sur les futures réformes institutionnelles et Fourons. Le gouvernement a tenu trois ans, le temps de réformer l'État: renforcement des régions et des communautés et création de Bruxelles-Capitale. «

Y.H.

DÉPUTÉS SORTANTS

Oui, il y a une vie après la politique

Une nouvelle Chambre, un nouveau Sénat, ce sont des politiques qui arrivent, qui remplissent... ou qui quittent l'hémicycle. Et le retour à la vie civile n'est pas toujours chose aisée. Pour le faciliter, les ex-députés et sénateurs perçoivent une indemnité annuelle brute de départ de 74.923 euros. Elle est octroyée pour une période d'un à quatre ans suivant l'ancienneté au Parlement. "J'avais dû abandonner mon job d'assistant social pour entrer au Parlement", se rappelle René Dejonckheere, député Ecolo de 1991 à 1995. "Mais à la sortie, parce qu'à l'époque Ecolo était un peu marginalisé, beaucoup de portes se sont fermées dans le secteur public. J'ai mis deux ans à retrouver du travail. Certes, j'ai reçu un an d'indemnités mais, pour faire le raccord, heureusement que j'avais ma femme. Sinon, j'aurais dû frapper à la porte du CPAS." Mais il n'y a pas que le volet financier... "Perdre un mandat, c'est aussi perdre une ambiance de travail, des réseaux, une reconnaissance sociale. On se retrouve très seul. En plus, on passe un peu pour un looser et les gens

n'aiment pas cela."

Jacques Chabot, mandataire PS à Waremmes, a, lui, rendu le maïorant en 2006. Pour cause de retour de Guy Coëme. Et il vient de perdre son mandat de député fédéral. "Ma vie a évidemment changé de tout au tout", explique ce père de six enfants. "Mes enfants sont contents de me voir tous les jours, je cuisine, je jardine. Mais bon, cela ne peut durer éternellement."

RECONVERSION

Le risque est faible car plusieurs pistes de reconversion s'offrent à lui. Un retour à la Région wallonne où il fut délégué général auprès de l'Union européenne. Un poste "honorifique" via Guy Coëme, comme prévu dans le pacte scellé entre les deux hommes. Voir un nouvel emploi qu'il trouverait lui-même. "La chose qui me manquera le plus en quittant la politique, ce sont les contacts avec la population", note-t-il. "J'espère retrouver cela dans ma future vie active. Par contre, les appareils politiques..." Eh oui, il y a bien une vie après la politique. «

M.DQ



Jacques Chabot regrettera les contacts avec la population. ■ DA-PRESS

Dotations annuelles aux partis. Qui y perd, qui y gagne?

Mode de calcul: une voix obtenue aux élections vaut 1,35 euro par an. Il suffit donc d'additionner les voix à la Chambre et au Sénat obtenues en 2003 et 2007 et de multiplier la différence par 1,35.

| | |
|-------------------|----------------------|
| PS - 395.956 € | MR + 143.261 € |
| cdh + 97.961 € | ECOLO + 426.408 € |

CHARLEROI N'EXPLIQUE PAS TOUT

Dehousse: "Di Rupo doit démissionner"

"Vande Lanotte a démissionné, Schröder a démissionné, Hollande a annoncé qu'il quittait. Et "le Hollande belge" s'obstine. C'est frappant. Que Di Rupo se retire! Ce parti est plein de vice-présidents." Jean-Maurice Dehousse est remonté. "Le chœur des pleureuses a déclaré que c'était la faute à Charleroi. Je ne le crois pas. Comment expliquer alors la différence entre la Chambre et le Sénat? Non. Charleroi n'explique pas le recul socialiste à Beveren, à Eindhoven, à Grenoble ou dans la Ruhr. Le phénomène est européen: c'est l'arrivée en force d'une droite décomplexée dont Sarkozy est le porte-parole le plus efficace et Reynders le copieur le plus appliqué."

"HALTE AU CUMUL"

Il y a quand même des explications locales, non? "Oui. Et il y a des mesures différentes à apporter dans chaque fédération. Au passage, c'est la fédération PS de Liège qui, dimanche, a le mieux résisté. Cela n'a pas été facile." Les mesures prises à Charleroi vont-elles dans la bonne voie? "Oui mais on aurait pu

les prendre il y a six mois. Trois Hennuyers, Spitaels, Busquin, Di Rupo, ont dirigé le parti pendant 27 ans sans se rendre compte que quelque chose n'allait pas dans le... Hainaut. Cela me fait penser qu'il faut aussi régler le problème du cumul: président de parti et ministre-président, cela ne va pas." Pour Dehousse, le PS doit se résoudre à une cure d'opposition. "On veut gagner l'élection régionale de 2009. C'est cela le plus important. Pour empêcher Reynders de prendre le contrôle de la Région en 2009 puis d'anéantir les communes en 2012, il faut se reconstruire et cela se fait dans l'opposition. C'est évidemment plus facile à faire qu'à dire. La FGTB va tout faire pour que le PS reste au pouvoir, pour ne pas que la CSC y soit seule. Un élément est toutefois incontournable: le bon résultat de Dedecker. Avec lui, le CDV-NVA et le VLD, la droite flamande est près des deux tiers. Une gauche fragmentée au sein du gouvernement, n'a aucune chance de se faire entendre. Autant s'abstenir. «

LM